



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'ISÈRE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS
Service protection de l'environnement

GRENOBLE, LE 21 JANVIER 2013

AFFAIRE SUIVIE PAR : A. MICHEL

☎ : 04.56.59.49.68

☎ : 04.56.59.49.96

ARRETE PREFECTORAL

N°2013021-0022

Le Préfet de l'Isère
Chevalier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment le livre V, titre 1^{er} (installations classées pour la protection de l'environnement) et les articles R.512-39-3, R.512-39-4 et R.512-31 ;

VU la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

VU l'ensemble des décisions réglementant les activités exercées par la société POLIMERI EUROPA ELASTOMERES FRANCE au sein de son usine de fabrication de polychloroprènes située route nationale 85 sur la commune de CHAMPAGNIER ;

VU l'arrêté préfectoral N°2012137-0032 du 16 mai 2012 imposant à la société POLIMERI EUROPA ELASTOMERES FRANCE, représentée par le liquidateur amiable Maître Silvano CARLAN, de compléter le mémoire de réhabilitation de son site de Champagnier transmis le 1^{er} février 2010 et complété le 25 janvier 2011 ;

VU les compléments au mémoire de réhabilitation et le dossier de demande de servitudes d'utilité publique transmis par la société POLIMERI EUROPA ELASTOMERES FRANCE le 31 juillet 2012 en application de l'arrêté préfectoral N°2012137-0032 du 16 mai 2012 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Rhône-Alpes, du 29 octobre 2012 ;

VU la lettre du 9 novembre 2012, invitant l'exploitant à se faire entendre par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques et lui communiquant les propositions de l'inspection des installations classées ;

VU la lettre de la société POLIMERI EUROPA ELASTOMERES FRANCE, du 21 novembre 2012 ;

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, du 22 novembre 2012 ;

VU la lettre du 29 novembre 2012, communiquant à l'exploitant le projet d'arrêté concernant son établissement ;

VU les observations de l'exploitant, du 11 décembre 2012, sur le projet d'arrêté ;

VU la réponse de la DREAL du 14 janvier 2013 ;

CONSIDERANT que les compléments transmis le 31 juillet 2012 par la société POLIMERI EUROPA ELASTOMERES FRANCE ne sont pas satisfaisants et ne permettent pas à l'inspection des installations classées de statuer sur les suites à donner à ce dossier ;

CONSIDERANT que des incertitudes sur la compatibilité de l'état du site avec son usage futur, de type industriel, demeurent ;

CONSIDERANT par conséquent, qu'il convient que la société POLIMERI EUROPA ELASTOMERES FRANCE complète son mémoire de réhabilitation par un ensemble d'éléments insuffisamment traités jusqu'alors, à savoir :

- maintenir une surveillance piézométrique en amont et en aval du site à partir d'ouvrages placés dans le sens d'écoulement des eaux souterraines,
- réaliser des investigations complémentaires de sols dans l'emprise du site,
- compléter l'analyse des risques résiduels ;

CONSIDERANT qu'il convient d'imposer ces prescriptions complémentaires à la société POLIMERI EUROPA ELASTOMERES FRANCE, en application des dispositions de l'article R.512-39-3 du code de l'environnement et en vue de garantir les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère ;

A R R E T E

ARTICLE 1er – La société POLIMERI EUROPA ELASTOMERES FRANCE, représentée par Maître Silvano CARLAN, liquidateur amiable domicilié route nationale 85 – Champagnier – BP 19 – 38800 Le Pont de Claix, est tenue de respecter strictement, dans les délais fixés, les prescriptions techniques suivantes relatives à son site de CHAMPAGNIER.

ARTICLE 2 : Surveillance des eaux souterraines

L'exploitant est tenu de surveiller la qualité des eaux souterraines situées au droit et à proximité de son site, conformément aux dispositions du présent article.

Article 2.1 - Conception du réseau de forages

Sur la base de l'étude actualisée de l'hydrogéologie du site seront définis :

- le nombre de forages (deux, au moins, sont implantés en aval hydraulique du site, et un en amont),
- leur lieu d'implantation,
- leur profondeur.

Les éléments justifiant de l'implantation des forages seront transmis à l'inspection des installations classées.

Article 2.2 - Réalisation des forages

S'il s'agit de nouveaux forages, ceux-ci seront réalisés dans les règles de l'art conformément aux recommandations du fascicule AFNOR-FD-X-31-614 d'octobre 1999.

Article 2.3 - Prélèvement et échantillonnage des eaux souterraines

Le prélèvement, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau suivent les recommandations du fascicule AFNOR-FD-X-31-615 de décembre 2000.

En cas de présence de flottants, leur épaisseur sera mesurée et la phase dissoute ne sera pas analysée, sauf à disposer d'un piézomètre adapté à cette mesure.

Article 2.4 - Nature et fréquence d'analyse

Les paramètres suivants feront l'objet a minima de 4 analyses annuelles, en période de hautes eaux et de basses eaux : HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques), hydrocarbures totaux, composés organiques halogénés volatils (COHV), chloroprène et BTEX (benzène toluène éthylbenzène xylène).

Les analyses seront effectuées selon les normes en vigueur.

Article 2.5 – Echéances de mise en œuvre

A partir du réseau de forage mis en place, les premiers prélèvements pour analyses seront réalisés **dans un délai de 2 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

Le résultat des analyses et de la mesure du niveau piézométrique en cote NGF sera transmis à l'inspection des installations classées au plus tard 1 mois après leur réalisation avec systématiquement commentaires de l'exploitant sur l'évolution (situation qui se dégrade, s'améliore ou reste stable), sur les dépassements et les propositions de traitements éventuels. Les calculs d'incertitude (prélèvements, transport, analyse...) sont joints avec le résultat des mesures.

Article 2.6 – Durée de la surveillance

A l'issue de 4 campagnes successives de surveillance sur les piézomètres prévus au point 2.1, représentatives du battement de la nappe (périodes de hautes et de basses eaux), l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées une synthèse des analyses et des mesures de niveau piézométrique, en vue d'une révision ou d'un arrêt du programme de surveillance des eaux souterraines.

ARTICLE 3 : PCB, dioxines et furannes et PCB DL

3.1. Afin de justifier du caractère ponctuel de la contamination en PCB, PCDD/PCDF (dioxines et furannes) et PCB DL (polychlorobiphényles dioxine like) relevée au point SS4, l'exploitant procédera à des investigations complémentaires de sols portant sur les paramètres PCB, dioxines et furannes et PCB DL, dans l'emprise du site. A minima, 3 prélèvements et analyses complémentaires seront effectués à proximité de l'ancien incinérateur, et 1 prélèvement dans une zone plus éloignée.

3.2. Concernant la zone impactée au niveau du point SS4, celle-ci fera l'objet d'une proposition de mesure de gestion, les valeurs mesurées étant supérieures aux valeurs relevées en milieu industriel.

3.3. L'exploitant fera état de l'ensemble des cibles potentielles situées autour du site dans l'axe des vents dominants de l'ancien incinérateur (zones agricoles, jardins potagers, aires de jeux, pâturages, etc).

3.4. L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées l'ensemble des bordereaux d'analyse correspondant aux investigations menées sur les PCB, PCB DL et PCDD/PCDF.

3.5. Les dispositions des paragraphes 3.1 à 3.4 sont applicables **dans un délai de 2 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 4 : analyse des risques résiduels

L'analyse des risques résiduels transmise en juillet 2012 dans le cadre du complément au mémoire de réhabilitation sera complétée par les éléments suivants, **dans un délai de 2 mois** à compter de la notification du présent arrêté :

- apporter une justification par rapport aux valeurs toxicologiques de référence retenues pour les xylènes totaux, et pour les PCB, PCB DL et dioxines et furannes ;
- revoir les calculs associés au scénario inhalation pour les effets à seuil et pour les effets sans seuil ;
- prendre en compte le cumul des risques (notamment le risque d'ingestion de sols contaminés par des métaux au droit des anciens parcs à vélo et parc à ferraille, évalué à 0,2) ;
- prendre en considération les valeurs issues des investigations complémentaires demandées à l'article 3.1 du présent arrêté.

ARTICLE 5 - Un extrait du présent arrêté sera tenu à la disposition de tout intéressé. Il sera affiché à la porte de la mairie de CHAMPAGNIER et publié sur le site internet de la préfecture de l'Isère pendant une durée minimum d'un mois.

Le même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, sur le site, par les soins de l'exploitant.

Un avis sera inséré, par les soins du Préfet de l'Isère et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 6 – En application des articles L.514-6 et R.514-3-1 du code de l'environnement, cet arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au tribunal administratif de Grenoble :

- par l'exploitant ou le demandeur, dans un délai de deux mois à compter de sa notification,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de sa publication ou de son affichage.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ARTICLE 7 - Le présent arrêté doit être conservé et présenté à toute réquisition.

ARTICLE 8 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère, le maire de CHAMPAGNIER et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Rhône-Alpes en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société POLIMERI EUROPA ELASTOMERES FRANCE, représentée par Maître Silvano CARLAN, liquidateur amiable.

Fait à Grenoble, le

21 JAN. 2013

Le Préfet

*Pour le Préfet, par délégation
le Secrétaire Général*

Frédéric PERISSAT